

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

065
N°1

Avs d'Appel d'Offres National Ouvert 10 JUIN 2025
N°1/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 du /-/

en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de
construction de certains ouvrages d'art dans les régions du Nord
et de l'Extrême Nord Financement : Budget du MINTP - Ligne
Fonds Routier, Exercices 2025, 2026 et 2027.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'État du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

1. **Objet de l'Appel d'Offres**

L'objet de l'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux de construction de certains ouvrages d'art dans les régions du Nord et de L'extrême Nord.

2. **Consistance des travaux**

Outre les taches liées à l'installation de chantier, les nettoyages et terrassement la signalisation, il s'agit :

- Pour le Lot 1-NO/25, de la construction de deux dalots sextuples de 3,00×2,00m d'une portée de 15 ml au pk 22+900 sur le Mayo-Maali et Mayo Balgou dans la Commune de Beka, Département du Faro ;
- Pour le Lot 2 NO/25, de la Construction d'un pont en béton armé 28 ml au Pk 2+500 du tronçon de route Inter RO401 (Gashiga) – Pakete ;
- Pour le Lot 3-EN/25, de la Construction d'un dalot quintuple d'une portée de 19.5 ml au PK 38+300 du tronçon de route Goloza – Bourrha – Mokolo.

3. **Tranches/Allotissement**

Les travaux sont en trois (03) lots présentés comme suit :

N° de lot	Régions	Désignations	Localisations	Portées (ml)	Délais d'exécution (mois)	Coûts prévisionnels (TTC) en Fcfa	Type de travaux
1-NO/25	NO	Construction de deux dalots sextuples de 3,00×2,00m sur le Mayo-Maali et Mayo Balgou dans la commune de beka, département du faro	PK 22+900	15	08	335 000 000	Construction d'un ouvrage d'art
2-NO/25	NO	Construction d'un pont au Pk 2+500 du tronçon de route Inter RO401 (Gashiga) - Pakete	PK 2+500	28	08	317 000 000	
1-EN/25	EN	Construction d'un dalot quintuple à Gouria au PK 38+300 du tronçon de route Goloza – Bourrha - Mokolo	PK 38+300	19.5	04	70 000 000	
Total						722 000 000	

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de sept cent vingt-deux millions (722 000 000) de francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent Appel d'Offres se présente comme suit :

N° de lot	Délai d'exécution (mois)
1-NO	08
2-NO	08
1-EN	04

Il comprend les périodes de pluies. Chaque délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droits camerounais catégorisées ou en cours de catégorisation dans le secteur du BTP.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du MINTP Ligne Fonds Routier, Exercice, 2025, 2026 et 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « **Exclusivement en ligne** ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics. Le montant de ladite garantie est indiqué par lot dans le tableau ci-dessous.

N° de lot	Montant de la caution en FCFA
1-NO	1 500 000
2-NO	1 500 000
1-EN	500 000

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire. Le cautionnement sera valide par un récépissé de dépôts à la CDEC.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au trésor Public d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 28 AOÛT 2025 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original de la caution de soumission et le récépissé de la CDEC devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, au plus tard le 28 AOÛT 2025 à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

065

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert
N°...../AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 du 10 JUIL 2025
en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction de
certaines ouvrages d'art dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord.
Financement : Budget du MINTP Ligne Fonds Routier,
Exercices 2025,2026 et 2027.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

« Copie de sauvegarde et original de la caution de soumission »,

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 28 AOUT 2025 à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du

Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

A- Pièces Administratives

- a) Absence de l'original de la caution de soumission à l'ouverture des plis délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics ;
- b) Absence (à l'exception de la caution de soumission) ou la non-conformité après un délai de 48 heures après la notification, d'au moins une des pièces du dossier administratif.

B- Offre technique incomplète pour non satisfaction d'un des critères ci-dessus :

- a) Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- b) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- c) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales datée et signée ;
- d) Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible), délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances au Cameroun d'au moins :

N° de lot	Capacité de financement
1-NO	115 000 000
2-NO	115 000 000
1-EN	25 000 000

- e) Absence d'un conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques suivantes :

- Formation de base : Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus ou équivalent et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;
- Expérience générale en BTP : Au moins dix (10) ans ;
- Expérience spécifique : avoir été Conducteur des Travaux pour des travaux d'au moins deux (02) projets dans le domaine de construction, d'entretien ou de réhabilitation d'ouvrage d'art ou de travaux des routes avec ouvrages d'art ou hydrauliques ;

- f) N'avoir pas validé au moins 2/3 des critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel ;

- g) N'avoir pas satisfait au minimum de matériel en propre requis :

- 1. 01 Bétonnière ;
- 2. 01 compacteur vibrant ;
- 3. 01 aiguille vibrante ;
- 4. 01 pick-up ;

5. 01 Moto pompe ;
6. 01 Groupe électrogène ;
- h) N'avoir pas présenté un chiffre d'affaires moyen dans les travaux routiers et d'ouvrage d'art cumulé au cours des cinq (05) dernières années de la remise des offres de montant suivant :

N° de lot	Montant chiffre d'affaires FCFA
1-NO	300 000 000
2-NO	300 000 000
1-EN	70 000 000

- i) Absence de l'attestation de visite des lieux et du rapport de site datées, cachetées et signées sur l'honneur par le soumissionnaire ;
 - j) Absence de la preuve d'acceptation des clauses du marché.
- C- Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :**
- a) Sous-détails des prix unitaires non conformes au modèle de l'offre ;
 - b) Bordereau des prix unitaires non conformes au modèle fourni dans le présent dossier d'Appel d'Offres ;
 - c) Absence dans l'offre financière d'un prix quantifié ;
 - d) Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE)
- D- Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentiques, manœuvres frauduleuses ;**
- E- Non-respect du format de fichier des offres ;**
- F- L'utilisation du certificat COLEPS d'une autre entreprise pour soumissionner.**

15.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous

- Le personnel d'encadrement (01 critère) ;
- Matériels (01 critère) ;
- Références du soumissionnaire (01 critère) ;

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué ;

16. Attribution

Pour chaque lot, le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins-disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrages se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours dans la zone, a des performances non satisfaisante (résilié ou abandonné) ou peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constate de défaillance notifiée dans les six mois précédent l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

NB : Un soumissionnaire ne peut être attributaire de plus d'un lot.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent-vingt (120) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

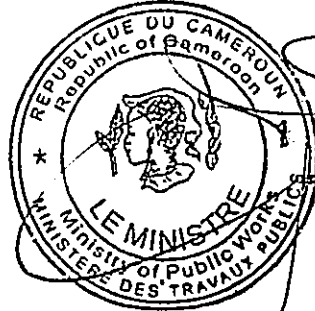
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

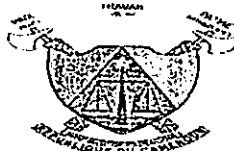
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le MINTP au numéro 88002042.

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- MINTP
- ARMP
- CIPM-TCRI
- Affichage chrono.



Emmanuel
Emmanuel NGANOU D.



065

Open National Call for Tenders

No. -----/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 of 18 JUL 2025
in emergency procedure for the execution of works to construct some
engineering structures in the North and Far North Regions,
Financing: MINTP Budget - Road Fund Line 2025, 2026 and 2027
Financial Years.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders for the provision of the above services.

1. Purpose of the Call for Tenders

The purpose of this Call for Tenders is to carry out works to construct some engineering structures in the North and Far North regions.

2. Scope of Works

In addition to the tasks related to site installation, cleaning, earthworks and road signs, the works involve:

- For Lot 1-NO/25, the construction of two 3.00×2.00m sextuple box culverts, 15 LM long at KP 22+900 over Mayo-Maali and Mayo Balgou rivers in the Beka Council, Faro Division;
- For Lot 2 NO/25, the construction of a 28 LM reinforced concrete bridge at KP 2+500 on Inter RO401 (Gashiga) – Pakete road section;
- For Lot 3-EN/25, the construction of a 19.5 LM span quintuple box culvert at KP 38+300 of the Goloza - Bourrha - Mokolo road section.

3. Tranches/Allotment

The works consist of three (3) lots as follows:

Lot No.	Regions	Description	Location	Scope (LM)	Execution time frame (in months)	Estimated cost (including taxes) in CFAF	Description of works
1-NO/25	NORTH	The construction of two 3.00×2.00m sextuple box culverts over the Mayo-Maali and Mayo Balgou rivers in the Beka Council, Faro Division	KP 22+900	15	08	335,000,000	Construction of an engineering structure
2-NO/25	NORTH	Construction of a bridge at KP 2+500 of the Inter RO401 (Gashiga) - Pakete	KP 2+500	28	08	317,000,000	

		road section					
1- EN/2 5	FAR NORTH	Construction of a quintuple box culvert at Gouria at KP 38+300 of the Goloza - Bourrha - Mokolo road section	KP 38+300	19.5	04	70,000,000	
Total						722,000,000	

4. Estimated Cost

The estimated cost after preliminary studies, is **seven hundred and twenty-two million (722,000,000) CFA francs, all taxes included.**

5. Estimated Execution Timeframe

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the works under this Call for Tenders is as follows:

Lot No.	Execution time frame (in months)
1-NO	08
2-NO	08
1-EN	04

This includes rainy periods. Each time frame takes effect from the date of notification of the service order to start.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all contractors governed by Cameroonian law categorized or in the process of being categorized in the construction sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line, 2025, 2026 and 2027 Financial Years.

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: **"Exclusively on line"**. In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts. The amount of the bond is indicated according to lots, in the table below:

Lot No.	Amount of the bid bond in CFAF
1-NO	1,500,000
2-NO	1,500,000
1-EN	500,000

The provisional security must be the original copy and not older than three (3)

months, otherwise it will be rejected.

The provisional security of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional security. The bid bond shall be validated by a submission receipt from the CDEC.

10. Consultation of Tender Documents

The hard copy of Tender Documents may be freely consulted during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210.

It can also be accessed online via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA (www.armp) website, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner

11. Acquisition of the Tender Documents

The hard copy of Tender Documents may be obtained during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs**.

Upon withdrawal of the said tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the electronic version of Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above. However, online tendering is subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 28 AOUT 2025 at 11 a.m.

Besides, an uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD, the original bid bond and the acknowledgement receipt from CDEC shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, latest on _____ at 11 a.m. It shall bear the following:

28 AOUT 2025

065

"Open National Call for Tenders
No. _____/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 of 10/11/2025

in emergency procedure for the execution of works to construct some engineering structures in the North and Far North regions. Financing: MINTP Budget Road Fund Line, 2025, 2026 and 2027 Financial years

To be opened only at the bid opening session

"Backup copy and original of the bid bond",

File Size and Format

The maximum size of the will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

Accepted formats shall include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the stamped bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which shall be valid for thirty (30) days, with effect from the expiry of the tender-validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulations.

These administrative documents shall be valid for three (3) months. Their validity must expire after the launching date of the Call for Tenders.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once on 28 AOUT 2025 at noon prompt, in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works at the Ministry of Public Works, located at the Centre Regional Delegation of Public Works in Yaoundé.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly

mandated person of their choice, even in the case of consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of absence or non-compliance of any document in the administrative file during tender opening session, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminary Criteria

A- Administrative Documents

- a) Absence of the original of the bid bond at the opening of bids, issued by a first class bank or financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts;*
- b) Absence or non-compliance, after a period of 48 hours following the opening of Tenders, of at least one of the documents in the administrative file (with the exception of the bid bond).*

B- Incomplete technical offer due to the absence of one of the following elements:

- a) Absence of the formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the MINMAP;*
- b) Absence of the stamped and signed integrity charter;*
- c) Absence of the dated and signed Declaration of commitment to respect environmental clauses;*
- d) Absence of a financing capacity (available credit line) issued by a first class bank approved by the Cameroon's Minister in charge of Finance, of at least:*

Lot No.	Financial capacity
1-NO	115,000,000
2-NO	115,000,000
1-EN	25,000,000

- e) Absence of a Works Supervisor meeting the following specific qualifications and experience requirements:*

- Basic Training: Civil Engineer, with at least a Bachelor's degree (GCE+3) or equivalent, and enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE);*
- General experience in the building and Public works sector: At least ten (10) years;*
- Specific experience: must have served as Works Supervisor on at least two (2) projects in the field of construction, maintenance, or*

rehabilitation of engineering structures, or roadworks involving engineering or hydraulic structures;

f) Failure to meet 2/3 essential criteria, including the equipment criterion;

g) Failure to meet the minimum in-house equipment requirement:

1. 1 concrete mixer;
2. 1 vibrating compactor;
3. 1 needle vibrator;
4. 1 pick-up vehicle;
5. 1 motor-pump;
6. 1 generator;

h) Failure to present a cumulative average turnover in roadworks and engineering structures over the last five (5) years, worth:

Lot No.	Turnover amount in CFAF
1-NO	300,000,000
2-NO	300,000,000
1-EN	70,000,000

i) Absence of the dated and stamped attestation of site visit and report, formally signed by the tenderer;

j) Failure to provide evidence of acceptance of contract clauses.

C- Incomplete financial offer due to the absence of one of the following documents:

a) Breakdown of unit prices compliant with the model in the Tender documents;

b) Unit Price Schedule compliant with the model provided in the Tender Documents;

c) A quantified unit price in the financial offer;

d) An element of the financial offer (bid, Unit Price Schedule, Bill of Quantities)

D- False declaration, forged or unauthentic documents, fraudulent manoeuvres;

E- Non-compliance with the file format for tenders;

F- Use of another company's COLEPS certificate for bidding.

15.2. Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated out of the following essential criteria:

- Supervisory staff (01 criterion);
- Equipment (01 criterion);
- Bidder's references (01 criterion);

Note: Any State employee without proof of release from the public service shall not be assessed;

16. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder meeting the technical and administrative requirements.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of an ongoing contract in the same area, whose performance is unsatisfactory (terminated or abandoned) or less than satisfactory (formal notice whose assessment was unsatisfactory or failure established and notified within six months prior to the award of the contract being terminated).

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty days (120) days with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, Engineering Structures Division, Tel.: 222 23 12 56 at the Ministry of Public Works or on line on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

19. Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, or any other malpractice, please contact CONAC, by dialling 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or MINTP via the number 88002042.

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- MINTP
- PCRA
- Notice board/Chrono

